

**PALOMAR ET ZIGOMAR JOUENT EN PAGE 9**



MARTINS PEREIRA  
SEC. VID. / PUBLICA  
SSC1, SEIT  
SR16, RE. / SSTD DE JMB

RETIRADO PARA AS  
PUB. PERIODICAS

# Libération

Initiative giscardienne à Bruxelles

Vendredi 18 juillet  
1975  
N° 482  
France : 1,50F  
Suisse : 1,20 FS  
Belgique : 15 FB  
Hollande : 0,85 Florins

**A LA  
GUERRE  
DES  
POLICES**

## Une chance

Giscard au nom du libéralisme a donc pris la tête de la croisade antiportugaise. L'aide de 9 milliards de dollars que les Neuf devaient accorder au Portugal sera mise au placard, tant il est vraisemblable que les socialistes au pouvoir dans la plupart des pays d'Europe suivront le roi des Français.

Après 50 ans de dictature pour laquelle aucun de ces pays, de ces hommes qui les gouvernent, n'a bougé le petit doigt, l'Europe a choisi de boycotter un pays qui le moins qu'on puisse dire, est qu'il a recherché ces liens économiques et financiers avec les pays d'Europe.

Pourtant, cette aide économique, comme toute aide économique n'était pas très pure. Comme ne l'était pas celle de l'URSS à Cuba, qui à coups d'importation de sucre, a réussi à transformer en peu d'années une révolution originale en « démocratie ».

# PORTUGAL: L'EMBARGO DE L'EUROPE



# LA CRISE D'AUTORITE DU MFA

Quitter le gouvernement, peu de jours après que le parti socialiste ait pris la même décision, présente le risque évident d'être associé à cette organisation partidaira.

Quitter le gouvernement, lorsque l'on est un des responsables d'un secteur important de l'économie, au moment où la situation économique est grave, et où l'on parle de « bataille de l'économie », implique le risque d'être accusé de désertion et de quitter la barque au moment où elle coule...

Quitter le gouvernement, lorsqu'on est connu comme partisan d'un socialisme très décentralisé et d'une voie, où l'on accentue les pouvoirs de contrôle des travailleurs, au moment où le MFA approuve un « document guide » sur le pouvoir populaire cela semble incohérent et peut susciter des doutes, quant à la sincérité des positions que j'avais prises auparavant.

Quitter le gouvernement, au moment où certains trouvent un intérêt à découvrir des divergences au sein du ministère de l'industrie, c'est exposer à voir les mêmes récupérer cette décision à leur profit...

Quitter le gouvernement dans ces conditions, signifie cependant un courage politique, qui a tant fait défaut à certains d'entre nous, alors que chacun était conscient que plusieurs décisions capitales ne pouvaient plus être ajournées.

Alors le seul et dernier service que l'on puisse encore rendre, c'est d'expliquer publiquement et sans détours les raisons profondes de cet apparent suicide politique. Seuls peuvent se permettre ce petit luxe, ceux qui ne recevant pas d'ordres de partis, gardent le privilège, mais aussi la vulnérabilité, de penser par eux-mêmes.

## SITUATION DES PARTIS ET PROJET POLITIQUE

C'est après le 28 septembre 1974 et surtout au début de cette année, autour des problèmes de l'unicité syndicale que la question du « partidarisme » a commencé à dominer la vie politique. Depuis elle n'a cessé de s'aggraver.

Je fais allusion aux conflits surgis entre le PS et le PC et qui se sont polarisés autour de certains problèmes concrets : élections, information etc...

Il serait trop simpliste et c'est courant, de dire que l'un des deux partis s'insère dans le courant révolutionnaire et l'autre pas. Encore faudrait-il d'ailleurs distinguer dans le parti socialiste, les bases et les « sommets ». Même si cela peut être correct dans une première approximation, c'est insuffisant pour résoudre la question fondamentale qui a plus de rapports avec les classes qu'avec les partis.

Or le clivage entre ces deux partis, est loin de correspondre à deux hypothétiques classes sociales qui se combattraient sans merci. Il y a des ouvriers et des travailleurs de divers secteurs, des éléments de la petite et de la moyenne bourgeoisie qui se répartissent dans les deux partis, même si les proportions ne sont pas les mêmes. C'est pourquoi, le « drame historique » de la révolution portu-

gaise, tient au fait que le bloc social susceptible d'être mobilisé par un projet socialiste-révolutionnaire, ne peut se confondre rigoureusement avec les masses mobilisables par l'un des deux partis. Comme tout serait facile s'il en était ainsi...

Cette division partidaira correspond à une coupe verticale qui sépare d'un côté ceux qui pensent se reconnaître dans un « soi-disant socialisme en liberté » délibérément indéfini, et qui n'est plus que l'impossible mirage du système que connaissent les riches social-démocraties occidentales et d'autre côté ceux qui se reconnaissent dans un « parti des travailleurs » dont l'organisation, la discipline, l'autorité leur promettent un nouvel ordre socialiste.

Il en découle que les masses d'appui des deux partis se trouvent polarisées par deux projets politiques non seulement inconciliables mais irréalistes, (le premier au moins, sans aucun doute).

Le bloc social devrait passer par une coupe horizontale qui unisse une large majorité des masses travailleuses et certaines fractions de la petite et moyenne bourgeoisie (comme force d'appui indispensable) autour d'un projet politique viable et accessible. Mais admettre cela, c'est aussi accepter ce qui en découle. A commencer par le fait qu'un tel projet politique, condition nécessaire de l'avance du processus révolutionnaire, ne peut être l'œuvre d'une quelconque coalition « partidaira » dans laquelle on ne ferait que juxtaposer des projets incompatibles. En conséquence de quoi, seule une force politique au-dessus des partis pourrait imposer et discipliner un tel projet. Enfin, et peut-être le plus important, il est indispensable de prendre conscience du mythe « peuple-MFA » et comprendre qu'aucune révolution ne s'est faite avec tout le peuple. On sait ce que donnent les révolutions appuyées par de faibles minorités : il faut donc gagner la majorité du peuple. Mais il y a aussi à assumer le fait, qu'on aura un partie du peuple contre le processus. Et de nouveau se repose ici, mais en terme de « peuple » « la question du bloc social révolutionnaire ».

Il faut préciser qu'en parlant de « projet politique », je ne me réfère pas à une quelconque élaboration théorique a priori, mais à l'exercice d'une pratique politique cohérente — dans laquelle, il y ait une claire distanciation vis-à-vis des projets partidairs — et à laquelle le quotidien apporte les éléments graduels d'une théorisation chaque fois plus structurée. Une autorité politique ainsi fondée se consoliderait par elle-même et serait incontestable.

Ceci est facilement compréhensible si nous regardons la pratique « partidaira » : aucun des partis n'a formulé avec précision son projet politique, mais leurs pratiques à l'inverse le dévoilent clairement. D'un côté, c'est le culte du vote, le parlementarisme, les libertés dans l'abstrait, le refus du militantisme révolutionnaire, les appuis internationaux qu'on cherche et avec lesquels on spéculé. Les comportements etc... bref, un projet effectivement de nature bourgeoise.

De l'autre côté, il y a le culte de l'appareil. La politique de sommet, dogmatique, la manipulation du langage stéréotypé, la militante a-critique, la répulsion des expériences collectives et des pratiques de masses non contrôlées, l'importance donnée à la conquête de positions-clé dans tous les secteurs, une fidélité de chien au mythe MFA etc... Enfin la préfiguration d'un projet « étatisant » et « dirigiste » où la créativité des masses n'a pas sa place.

## LE MFA, LA CRISE ECONOMIQUE ET L'AUTORITE REVOLUTIONNAIRE

Et le MFA? Quelle est sa pratique politique? En simplifiant, jusqu'au 11 mars, il lui a été difficile, de se définir à cause de la présence en son sein d'éléments stalinistes, qui constituaient un sérieux obstacle à une expression claire, comme moteur du processus révolutionnaire.

Le MFA a dû s'insérer en permanence dans la logique de la division verticale du peuple par les partis, ce qui ne lui a pas toujours permis d'éviter des identifications qui entachaient son image « d'autonomie et de suprapartidarisme ». Il est certain qu'il a toujours conservé une composante « populiste », d'où émanent ses actions les plus profondément révolutionnaires, mais cela est toujours apparu davantage comme un « romantisme révolutionnaire » qui caractérise toutes les révolutions, ce « romantisme » étant, condamné en définitive par les contingences de la lutte de classes.

La pratique du MFA est apparue à divers reprises comme contradictoire et cela a été aggravé par la création, au fur et à mesure, du déroulement du processus, d'une multiplicité de centres de pouvoirs effectifs, chacun orientant son action en fonction d'une stratégie partidaira ou en réaction contre elle.

Ainsi, un même responsable peut prendre des positions opposées en fonction des circonstances : l'image de ces contradictions est donné par le ministre de la communication sociale (1), qui n'hésite pas à accorder une interview à un journal qu'il qualifiait une semaine auparavant d'« anti-national » mais que plusieurs semaines avant, il estimait publiquement comme « méritant toute sa considération »...

Cette situation ne serait pas dramatique si nous avions toute la vie devant nous. Il n'en est pas ainsi. La dégradation des mécanismes économiques, les difficultés d'une phase dans laquelle on cherche à détruire les rapports capitalistes, mais où l'on est encore loin du socialisme, ont déjà été analysées.

Il faut faire face, au problème du chômage, de l'absence de marchés, des reconversions nécessaires, du déficit de la balance des paiements, des boycottages cachés ou apparents, de la faiblesse des moyens de paiements : tout cela exige une discipline que la majorité des Portugais n'a pas connue

depuis le 25 avril. L'adoption des mesures, que seule une autorité révolutionnaire incontestée a le droit et le pouvoir de prendre s'impose. Le MFA, conscient de cette situation n'a pas réussi à formuler la réponse.

Le plan d'action politique a constitué un nouveau compromis au moment justement où un compromis devenait plus dangereux encore. Le MFA a encore fait confiance aux partis, à une équipe économique à laquelle reconnaît compétence et conviction révolutionnaire. Mais le plan d'action politique ne pouvait faire plus que de préparer la nouvelle crise politique.

On dira qu'entre temps, le MFA a adopté le document-guide sur le « pouvoir populaire ». C'est vrai : et il s'agit d'une passionnante préfiguration de ce que pourra être un jour la société socialiste. C'est important mais la concrétisation d'un tel projet passe malheureusement par les trois ou quatre prochains mois. Pour dépasser cela, il aurait fallu que le MFA fasse publiquement une profonde auto-critique. Il aurait été décisif qu'il se prononça publiquement pour une sévère condamnation du parti socialiste qui, en pleine crise politique, menace de paralyser entièrement le pays. Même chose pour le parti communiste, qui le 4 juillet a créé artificiellement un climat de tension qui présupposait presque une guerre civile (pourquoi avoir peur de ces mots?). Il aurait été important de sacrifier quelques têtes pour retrouver un prestige qu'il considère lui-même comme entamé.

Face à tout ceci, que peut un secrétaire d'état à l'industrie? Garder calmement sa place, entretenant l'idée sécurisante d'une industrie qui « est en de bonnes mains ». Le problème n'est pas que l'industrie soit ou non dans de bonnes mains. L'industrie « tiendra » le jour où l'économie tiendra et ce jour là se « tiendra » le processus révolutionnaire lui-même. Or cela ne peut se faire que politiquement, au plus haut niveau, c'est-à-dire du MFA. Et cela n'est possible pour le MFA qu'en affirmant clairement son autonomie révolutionnaire. Autrement dit, on pourrait peut être « tenir » l'économie au prix d'une action répressive qui serait d'autant plus dure que le temps passerait.

Même si l'on admet que le MFA en l'absence d'autre alternative, n'en arrive pas là, les chances de réaliser dans ces conditions, le programme de « pouvoir populaire » s'amenuiseront beaucoup. Tant de mots ont été prononcés, tant d'analyses savantes ont été faites que je ne crois pas que les mots suffiront à alerter et à me faire entendre par les hommes du MFA. J'accepte ces risques : je démissionne.

João Martins PEREIRA  
Secrétaire d'Etat à l'Industrie  
et à la Technologie

(Note) : La demande de démission a été faite le 14 juillet. La décision en avait été prise quelques semaines auparavant.

(1) Le commandant Jesuino

Le titre est de la rédaction de Libération.

MARTINS PEREIRA  
SC 1. VID / PUBLICA  
SSC 1, SEIT  
SR 10. DEVISSAO DE JMP

16 1/2

# LA CRISE D'AUTO

Quitter le gouvernement, peu de jours après que le parti socialiste ait pris la même décision, présente le risque évident d'être associé à cette organisation partidaira.

Quitter le gouvernement, lorsque l'on est un des responsables d'un secteur important de l'économie, au moment où la situation économique est grave, et où l'on parle de « bataille de l'économie », implique le risque d'être accusé de désertion et de quitter la barque au moment où elle coule...

Quitter le gouvernement, lorsqu'on est connu comme partisan d'un socialisme très décentralisé et d'une voie, où l'on accentue les pouvoirs de contrôle des travailleurs, au moment où le MFA approuve un « document guide » sur le pouvoir populaire cela semble incohérent et peut susciter des doutes, quant à la sincérité des positions que j'avais prises auparavant.

Quitter le gouvernement, au moment où certains trouvent un intérêt à découvrir des divergences au sein du ministère de l'industrie, c'est exposer à voir les mêmes récupérer cette décision à leur profit...

Quitter le gouvernement dans ces conditions, signifie cependant un courage politique, qui a tant fait défaut à certains d'entre nous, alors que chacun était conscient que plusieurs décisions capitales ne pouvaient plus être ajournées.

Alors le seul et dernier service que l'on puisse encore rendre, c'est d'expliquer publiquement et sans détours les raisons profondes de cet apparent suicide politique. Seuls peuvent se permettre ce petit luxe, ceux qui ne recevant pas d'ordres de partis, gardent le privilège, mais aussi la vulnérabilité, de penser par eux-mêmes.

## SITUATION DES PARTIS ET PROJET POLITIQUE

C'est après le 28 septembre 1974 et surtout au début de cette année, autour des problèmes de l'unicité syndicale que la question du « partidarisme » a commencé à dominer la vie politique. Depuis elle n'a cessé de s'aggraver.

Je fais allusion aux conflits surgis entre le PS et le PC et qui se sont polarisés autour de certains problèmes concrets : élections, information etc...

Il serait trop simpliste et c'est courant, de dire que l'un des deux partis s'insère dans le courant révolutionnaire et l'autre pas. Encore faudrait-il d'ailleurs distinguer dans le parti socialiste, les bases et les « sommets ». Même si cela peut être correct dans une première approximation, c'est insuffisant pour résoudre la question fondamentale qui a plus de rapports avec les classes qu'avec les partis.

Or le clivage entre ces deux partis, est loin de correspondre à deux hypothétiques classes sociales qui se combattraient sans merci. Il y a des ouvriers et des travailleurs de divers secteurs, des éléments de la petite et de la moyenne bourgeoisie qui se répartissent dans les deux partis, même si les proportions ne sont pas les mêmes. C'est pourquoi, le « drame historique » de la révolution portu-

gaise, tient au fait que le bloc social susceptible d'être mobilisé par un parti socialiste révolutionnaire, ne peut se confondre rigoureusement avec les masses mobilisables par l'un des deux partis. Comme tout serait facile s'il en était ainsi...

Cette division partidaira correspond à une coupe verticale qui sépare d'un côté ceux qui pensent se reconnaître dans un « soi-disant socialisme en liberté » délibérément indéfini, et qui n'est plus que l'impossible mirage du système que connaissent les riches social-démocraties occidentales et d'autre côté ceux qui se reconnaissent dans un « parti des travailleurs » dont l'organisation, la discipline, l'autorité leur promettent un nouvel ordre socialiste.

Il en découle que les masses d'appui des deux partis se trouvent polarisées par deux projets politiques non seulement inconciliables mais irréalistes, (le premier au moins, sans aucun doute).

Le bloc social devrait passer par une coupe horizontale qui unisse une large majorité des masses travailleuses et certaines fractions de la petite et moyenne bourgeoisie (comme force d'appui indispensable) autour d'un projet politique viable et accessible. Mais admettre cela, c'est aussi accepter ce qui en découle. A commencer par le fait qu'un tel projet politique, condition nécessaire de l'avance du processus révolutionnaire, ne peut être l'œuvre d'une quelconque coalition « partidaira » dans laquelle on ne ferait que juxtaposer des projets incompatibles. En conséquence de quoi, seule une force politique au-dessus des partis pourrait imposer et discipliner un tel projet. Enfin, et peut-être le plus important, il est indispensable de prendre conscience du mythe « peuple-MFA » et comprendre qu'aucune révolution ne s'est faite avec tout le peuple. On sait ce que donnent les révolutions appuyées par de faibles minorités : il faut donc gagner la majorité du peuple. Mais il y a aussi à assumer le fait, qu'on aura un partie du peuple contre le processus. Et de nouveau se repose ici, mais en terme de « peuple » « la question du bloc social révolutionnaire ».

Il faut préciser qu'en parlant de « projet politique », je ne me réfère pas à une quelconque élaboration théorique a priori, mais à l'exercice d'une pratique politique cohérente — dans laquelle, il y ait une claire distanciation vis-à-vis des projets partidaires — et à laquelle le quotidien apporte les éléments graduels d'une théorisation chaque fois plus structurée. Une autorité politique ainsi fondée se consoliderait par elle-même et serait incontestable.

Ceci est facilement compréhensible si nous regardons la pratique « partidaira » : aucun des partis n'a formulé avec précision son projet politique, mais leurs pratiques à l'inverse le dévoilent clairement. D'un côté, c'est le culte du vote, le parlementarisme, les libertés dans l'abstrait, le refus du militantisme révolutionnaire, les appuis internationaux qu'on cherche et avec lesquels on spéculé. Les comportements etc...bref, un projet effectivement de nature bourgeoise.



De l'autre côté, il y a le culte de l'appareil. La politique de sommet, dogmatique, la manipulation du langage stéréotypé, la militante a-critique, la répulsion des expériences collectives et des pratiques de masses non contrôlées, l'importance donnée à la conquête de positions-clé dans tous les secteurs, une fidélité de chien au mythe MFA etc... Enfin la préfiguration d'un projet « étatisant » et « dirigiste » où la créativité des masses n'a pas sa place.

## LE MFA, LA CRISE ECONOMIQUE ET L'AUTORITE REVOLUTIONNAIRE

Et le MFA? Quelle est sa pratique politique? En simplifiant, jusqu'au 11 mars, il lui a été difficile, de se définir à cause de la présence en son sein d'éléments spinolistes, qui constituaient un sérieux obstacle à une expression claire, comme moteur du processus révolutionnaire.

Le MFA a dû s'insérer en permanence dans la logique de la division verticale du peuple par les partis, ce qui ne lui a pas toujours permis d'éviter des identifications qui entachaient son image « d'autonomie et de suprapartidarisme ». Il est certain qu'il a toujours conservé une composante « populiste », d'où émanent ses actions les plus profondément révolutionnaires, mais cela est toujours apparu davantage comme un « romantisme révolutionnaire » qui caractérise toutes les révolutions, ce « romantisme » étant, condamné en définitive par les contingences de la lutte de classes.

La pratique du MFA est apparue à divers reprises comme contradictoire et cela a été aggravé par la création, au fur et à mesure, du déroulement du processus, d'une multiplicité de centres de pouvoirs effectifs, chacun orientant son action en fonction d'une stratégie partidaira ou en réaction contre elle.

Ainsi, un même responsable peut prendre des positions opposées en fonction des circonstances : l'image de ces contradictions est donné par le ministre de la communication sociale (1), qui n'hésite pas à accorder une interview à un journal qu'il qualifiait une semaine auparavant d'« anti-national » mais que plusieurs semaines avant, il estimait publiquement comme « méritant toute sa considération »...

Cette situation ne serait pas dramatique si nous avions toute la vie devant nous. Il n'en est pas ainsi. La dégradation des mécanismes économiques, les difficultés d'une phase dans laquelle on cherche à détruire les rapports capitalistes, mais où l'on est encore loin du socialisme, ont déjà été analysées.

Il faut faire face, au problème du chômage, de l'absence de marchés, des reconversions nécessaires, du déficit de la balance des paiements, des boycottages cachés ou apparents, de la faiblesse des moyens de paiements : tout cela exige une discipline que la majorité des Portugais n'a pas connue

depuis le 25 avril. L'adoption des mesures, que seule une autorité révolutionnaire incontestée a le droit et le pouvoir de prendre s'impose. Le MFA, conscient de cette situation n'a pas réussi à formuler la réponse.

Le plan d'action politique a constitué un nouveau compromis au moment justement où un compromis devenait plus dangereux encore. Le MFA a encore fait confiance aux partis, à une équipe économique à laquelle il reconnaît compétence et conviction révolutionnaire. Mais le plan d'action politique ne pouvait faire plus que de préparer la nouvelle crise politique.

On dira qu'entre temps, le MFA a adopté le document-guide sur le « pouvoir populaire ». C'est vrai : et il s'agit d'une passionnante préfiguration de ce que pourra être un jour la société socialiste. C'est important mais la concrétisation d'un tel projet passe malheureusement par les trois ou quatre prochains mois. Pour dépasser cela, il aurait fallu que le MFA fasse publiquement une profonde auto-critique. Il aurait été décisif qu'il se prononça publiquement pour une sévère condamnation du parti socialiste qui, en pleine crise politique, menait à paralyser entièrement le pays. Même chose pour le parti communiste, qui le 4 juillet a créé artificiellement un climat de tension qui présupposait presque une guerre civile (pourquoi avoir peur de ces mots?). Il aurait été important de sacrifier quelques têtes pour retrouver un prestige qu'il considère lui-même comme entamé.

Face à tout ceci, que peut un secrétaire d'état à l'industrie? Garder calmement sa place, entretenant l'idée sécurisante d'une industrie qui « est en de bonnes mains ». Le problème n'est pas que l'industrie soit ou non dans de bonnes mains. L'industrie « tiendra » le jour où l'économie tiendra et ce jour là se « tiendra » le processus révolutionnaire lui-même. Or cela ne peut se faire que politiquement, au plus haut niveau, c'est-à-dire du MFA. Et cela n'est possible pour le MFA qu'en affirmant clairement son autonomie révolutionnaire. Autrement dit, on pourrait peut être « tenir » l'économie au prix d'une action répressive qui serait d'autant plus dure que le temps passerait.

Même si l'on admet que le MFA en l'absence d'autre alternative, n'en arrive pas là, les chances de réaliser dans ces conditions, le programme de « pouvoir populaire » s'amenuiseront beaucoup. Tant de mots ont été prononcés, tant d'analyses savantes ont été faites que je ne crois pas que les mots suffiront à alerter et à me faire entendre par les hommes du MFA. J'accepte ces risques : Je m'engage.

Joao Martins PEREIRA  
Secrétaire d'Etat à l'Industrie  
et à la Technologie

(Note) : La demande de démission a été faite le 14 juillet. La décision en avait été prise quelques semaines auparavant.

(1) Le commandant Jesuino

Le titre est de la rédaction de Libération.





MARTINS PEREIRA  
SCI. VID. PÚBLICA  
SSCI, SEIT  
SR16. DEVISSÃO DE JMP

1/17

LE MONDE

19/07/1975

EUROPE

LONGEMENTS

## Le M.F.A. aurait dû condamner plus sévèrement les partis communiste et socialiste

écrit l'ancien secrétaire d'État à l'industrie dans sa lettre de démission

Dans son numéro daté du 18 juillet, *Liberation* publie la lettre de démission de M. J. Martins Pereira, ancien secrétaire d'État portugais à l'industrie, proche du Mouvement de la gauche socialiste (M.E.S.).

« Quitter le gouvernement lorsqu'on est un des responsables d'un secteur important de l'économie, écrit M. Pereira, au moment où la situation économique est grave et où l'on parle de « bataille de l'économie », implique le risque d'être accusé de désertion et de quitter la barque au moment où elle coule... Quitter le gouvernement lorsqu'on est connu comme partisan d'un socialisme très décentralisé et d'une voie où l'on accentue les pouvoirs de contrôle des travailleurs, au moment où le M.F.A. approuve un « document guide » sur le pouvoir populaire, cela semble incohérent. (...)

« Alors, le seul et dernier service que l'on puisse encore rendre, c'est d'expliquer publiquement et sans détours les raisons profondes de cet apparent suicide politique. (...) C'est après le 28 septembre 1974 et surtout au début de cette année, autour des problèmes de l'unicité syndicale, que la question du « partidarisme » a commencé à dominer la vie politique. Depuis, elle n'a cessé de s'aggraver.

» Je fais allusion aux conflits surgis entre le P.S. et le P.C. et qui se sont polarisés autour de certains problèmes concrets : élections, information, etc. Il serait trop simpliste, et c'est courant, de dire que l'un des deux partis s'insère dans le courant révolutionnaire et l'autre pas. (...) Le clivage entre ces deux partis est loin de correspondre à deux hypothétiques classes sociales qui se combattraient sans merci. Il y a des ouvriers et des travailleurs de divers secteurs, des éléments de la petite et de la moyenne bourgeoisie qui se répartissent dans les deux partis, même si les proportions ne sont pas les mêmes. C'est pourquoi le « drame historique » de la révolution portugaise tient au fait que le bloc social susceptible d'être mobilisé par un projet socialiste révolutionnaire ne peut se confondre rigoureusement avec les masses mobilisables par l'un des deux partis. Comme tout serait facile s'il en était ainsi...

» Cette division partidariste correspond à une coupe verticale qui sépare d'un côté ceux qui pensent se reconnaître dans un « soi-disant socialisme en liberté » délibérément indéfini, et qui n'est plus que l'impossible mirage du système que connaissent les riches social-démocraties occidentales, et d'un autre côté ceux qui se reconnaissent dans un « parti des travailleurs » dont l'organisation, la discipline, l'autorité leur promettent un nouvel ordre socialiste.

» Il en découle que les masses d'appui des deux partis se trouvent polarisées par deux projets politiques non seulement inconciliables mais irréalistes (le premier au moins, sans aucun doute). (...) Aucun des partis n'a formulé avec précision son projet politique, mais leurs pratiques, à l'inverse, le dévoilent clairement. D'un côté, c'est le culte du vote, le parlementarisme, les libertés dans l'abstrait, le refus du militantisme révolutionnaire, les appuis internationaux qu'on cherche et avec lesquels on spéculé, les comportements, etc., bref, un projet effectivement de nature bourgeoise. (...)

» L'adoption des mesures que seule une autorité révolutionnaire incontestée a le droit et le pouvoir de prendre s'impose. Le M.F.A., conscient de cette situation, n'a pas réussi à formuler la réponse. Le plan d'action politique en a constitué un nouveau compromis au moment justement où un compromis devenait plus dangereux encore.

» Il aurait fallu que le M.F.A. fasse publiquement une profonde autocritique. Il aurait été décisif qu'il se prononçât publiquement pour une sévère condamnation du parti socialiste, qui, en pleine crise politique, menace de paralyser entièrement le pays. Même chose pour le parti communiste, qui, le 4 juillet, a créé artificiellement un climat de tension qui présupposait presque une guerre civile (pourquoi avoir peur de ces mots ?). Il aurait été important de sacrifier quelques têtes pour retrouver un prestige que le M.F.A. considère lui-même comme entamé. »